

De la légitimité du discours néo-libéral sur la mondialisation face à la réalité des processus de fragmentation sociale

Frédéric LAPEYRE

*UCL/DVLP
Place des Doyens, 1
1348 Louvain-la-Neuve*

Introduction

En décembre 1995, alors qu'un profond mouvement social agitait la France, *Le Monde* titrait à la une « La première révolte contre la mondialisation »¹. Mais ce qui poussait une partie de la population française à faire grève réellement ou « par procuration » (comme l'a montré le mouvement de sympathie dans la population pour les revendications des grévistes) ce n'était pas la mondialisation en tant que processus historique de compression du monde et de structuration du monde comme un tout mais la mondialisation de l'idéologie néo-libérale et ses conséquences sur les élites dirigeantes françaises et leurs politiques.

Durant les années '90, le discours néo-libéral sur la mondialisation s'est affirmé comme un discours totalitaire niant la pluralité des possibles et l'idée même de projet national historique. Dans celui-ci, il n'existe plus qu'une voie possible vers la croissance et la réduction de la pauvreté: celle de l'intégration dans l'économie mondialisée et par conséquent de l'acceptation de ses normes en terme de compétitivité et de flexibilité. Les politiques économiques menées par les États nations sont dominées par cette contrainte d'adaptation et de consolidation des pôles d'accumulation dans le cadre d'une économie mondialisée mettant en concurrence les sociétés et les populations qui les composent.

¹ IZRAELEWICZ E., « La première révolte contre la mondialisation », *Le Monde*, 15 décembre 1995.

L'objectif de ce papier est de déconstruire le discours dominant actuel afin de fournir des éléments de remise en question du mythe de « l'inévitabilité » et de la « désidérabilité » des politiques d'intégration dont il est porteur. Notre analyse critique portera sur l'hypothèse centrale à partir de laquelle s'articule tout ce discours et selon laquelle dans les termes de Michel Camdessus la mondialisation offre aux pays qui intègrent pleinement l'économie mondiale de formidables opportunités de croissance et de prospérité durable². Il sera question dans ce papier non pas de la mondialisation *per se* mais donc bien du discours néo-libéral sur la mondialisation dans lequel le concept de mondialisation se confond avec celui de libéralisation et de dérégulation. Nous analyserons les contradictions internes de ce discours qui résultent de sa façon de penser les potentialités de l'intégration dans l'économie mondialisée du point de vue de l'accumulation et de la création de richesses sans tenir compte des phénomènes sociaux régressifs associés à la dynamique de la mondialisation. Or, ceux-ci conduisent à la destruction des médiations sociales qui maintenaient le compromis délicat entre les intérêts privés et la cohésion sociale.

De la violence symbolique du discours dominant

On a assisté à une mutation fondamentale du discours dominant au début des années '90. Le discours technico-économique sur l'ajustement structurel qui avait dominé les années '80 a été absorbé dans le discours néo-libéral sur la mondialisation. La force de ce nouveau discours provient de l'association d'une vision d'une économie mondialisée libérée des entraves qui freinent sa dynamique (d'où le rôle central attribué à l'OMC dans la nouvelle architecture globale) avec l'idée selon laquelle l'intégration dans cette économie mondialisée est le meilleur moyen de développement car elle procure de formidables opportunités de croissance et de prospérité pour tous les participants. Ce discours est porteur d'une « utopie globalitaire » au nom de laquelle les politiques d'adaptation et d'intégration sont mises en œuvre. Il est intéressant de noter dans ce nouveau contexte que les critiques de la pensée hégémonique ont évolué aussi, passant d'une critique de la conditionnalité – typique des années '80 – à une critique de la pensée unique – en référence à l'adoption du discours dominant par une grande majorité des élites du Sud et de l'Est.

² CAMDESSUS M., *Interview*, IMF Survey, vol. 27, n° 10, 1998, p. 161.

Si les conditions d'accès à la modernité apparaissaient complexes et problématiques dans le paradigme de la modernisation des années '50 et '60, celles-ci vont se réduire dans la nouvelle pensée dominante des années '90 à l'intégration dans l'économie mondialisée et à l'adoption des « valeurs universelles » de marché, de démocratie et de droits des individus. La modernisation apparaît, dans le cadre du projet néo-libéral de mondialisation, sous les traits de pôles d'accumulation compétitifs à l'échelle mondiale qui seraient générateurs de croissance et, par retombées positives, de l'augmentation du bien-être de la population.

Dans la pensée dominante, les perspectives de croissance à travers l'intégration dans l'économie mondialisée sont ouvertes à tous à condition de répondre aux exigences de l'accumulation sous sa forme mondialisée³. Dans ces conditions, la seule stratégie rationnelle en terme d'efficacité économique et sociale serait de mobiliser les ressources vers le développement et la consolidation de ces pôles de croissance soumis à la méta-contrainte de la concurrence internationale. Les exigences de l'économie mondialisée priment dorénavant sur celles nationales. Seuls les pays qui, premièrement, feront en sorte de créer un environnement favorable à la venue des firmes transnationales et, deuxièmement, seront capables de s'inscrire dans la nouvelle division du travail au sein de l'économie mondialisée, pourront faire progresser leur économie, « les autres pays devront revoir leurs politiques et stratégies afin de comprendre où et comment ils peuvent établir un lien avec le système de production internationale qui émerge »⁴. La voie à suivre est donnée par les pays capitalistes avancés dont les institutions leurs ont permis de s'intégrer positivement dans l'économie mondialisée⁵. Dans la nouvelle pensée dominante, la mondialisation constitue ainsi un processus inexorable et positif vers lequel tendrait toutes les économies concernées par les objectifs d'efficacité et de croissance.

Après plus d'une décennie de désaffection, la problématique de la convergence va ainsi renaître de ses cendres à la fin des années '80 sous l'effet conjugué de la contre-révolution néo-libérale, des restructurations sociales aussi bien au Nord qu'au Sud et à l'Est, de la vague mondiale de

³ IMF, *Forces of globalization must be embraced*, IMF Survey, vol. 26, n° 10, 1997, p. 154.

⁴ CNUCED, *De nouvelles stratégies propulsent les sociétés transnationales en première ligne du processus d'intégration mondiale*, Communiqué de presse, 6 juillet, Genève, CNUCED, 1993, p. 5.

⁵ SACHS J., *op. cit.*, 1995, p. 3.

démocratisation et de l'effondrement des pays communistes. C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le très médiatique succès de la thèse de Fukuyama sur la fin de l'histoire et sa téléologie triomphante de la suprématie de la civilisation occidentale⁶. Pour lui, la victoire des systèmes démocratiques de marché sur les autres alternatives est bien le signe que le monde a atteint après bien des détours la « terre promise »⁷.

Mais il faut noter que les contraintes structurelles que font peser les forces de marché et les institutions financières internationales sur les gouvernements qui voudraient mener des stratégies autonomes de développement contribuent fortement à donner corps à l'idée d'inévitabilité des processus en cours. Il est important de rappeler que la mondialisation économique n'est en rien le résultat logique et inévitable des forces de marché et du progrès technique. Elle a été institutionnalisée, protégée et guidée par les nouvelles règles du jeu d'ordre néo-libérales qui ont homogénéisé les territoires nationaux par rapport aux normes de l'internationalisation. La forte dimension normative du discours dominant sur la mondialisation s'est traduit notamment par le rôle central attribué au FMI et maintenant à l'OMC qui sanctionnent les déviants et encouragent les pays s'engageant fermement sur la voie de l'intégration dans l'économie mondialisée.

Le discours néo-libéral sur la mondialisation est un discours d'adaptation à la mondialisation reposant sur les objectifs de flexibilité et de compétitivité par rapport aux normes de l'économie mondialisée. Les politiques économiques menées par les États nations sont dominées par cette contrainte d'adaptation. Or comme l'indique Laidi, cette logique de l'urgence associée au développement de la logique de marché est porteuse d'une éthique de l'inespoir⁸. La représentation de l'avenir est vue désormais comme survie même si elle laisse entrevoir la possibilité des gains en termes de croissance et de richesse pour ceux capables d'effectuer les mutations perpétuelles exigées par les nouvelles formes de l'accumulation. C'est pourquoi, le discours néo-libéral sur la mondialisation qui tend à s'ériger en théorie normative du changement social a des effets d'une violence symbolique extrêmement forte. Avec l'aide des médias et du ralliement d'intellectuelles et de politiques, le mythe justificateur de la mondialisation tend à forger la croyance chez les dominés dans l'impossibilité de voies

⁶ FUKUYAMA F., *The end of history and the last man*, New York, Free Press, 1992.

⁷ FUKUYAMA F., 1992, *op. cit.*, 1992, p. xiv.

⁸ LAIDI Z., *Malaise dans la mondialisation*, Paris, Textuel, 1998, p. 20.

alternatives viables et dans la nécessité de répondre de manière urgente aux exigences de l'économie mondialisée.

La crise du politique est liée à cette idée de contraintes d'ajustement et d'adaptation qui ne pourraient pas être remises en cause mais seulement gérées par les élites techno-économiques. Le discours hégémonique actuel paralyse le débat sur la question de la rationalité d'ensemble de la mondialisation et les interventions légitimées en son nom en postulant comme l'a dénoncé Bourdieu lors des grèves de décembre 1995 en France que : « non seulement la raison et la modernité, mais aussi le mouvement, le changement sont du côté des gouvernements, ministres, patrons ou « experts » ; la déraison et l'archaïsme, l'inertie et le conservatisme du côté du peuple, des syndicats, des intellectuels critiques »⁹. Nous aurions ainsi un face à face entre d'un côté, les forces de la transnationalisation et de l'autre un bloc conservateur aveugle à la réalité des gains matériels considérables que peut engendrer la mondialisation. En mettant en avant le gouffre entre la compréhension rationnelle du monde du bloc historique transnational et le désir du peuple, le discours néo-libéral sur la mondialisation apparaît paradoxalement antidémocratique compte tenu de son apologie de la démocratie comme valeur universelle. Les considérations de court terme de la population – basées sur la défense de leurs acquis ou sur l'attente de politiques volontaristes d'emploi et de redistribution de revenu – sont perçues comme rentrant en contradiction avec les exigences de la mondialisation ; compromettant de ce fait les perspectives de croissance future. L'adaptation aux changements rapides de cette fin de siècle ne peut être remise en question quelques soient les pressions de la population car : « deuxième leçon... dans une économie globalisée aucun relâchement de la qualité de gestion n'est admis » et « troisième leçon... stratégies et institutions doivent se situer face à cet horizon mondial »¹⁰.

Il n'y a plus de place dans ce discours pour un débat démocratique sur le projet de société à adopter puisque celui-ci s'impose de lui-même à travers la mondialisation. La responsabilité des éléments du bloc historique transnational est alors d'expliquer les efforts demandés, surtout aux moins bien lotis. Dans un contexte démocratique, la soumission progressive de la politique publique aux contraintes de la techno-économie constitue une

⁹ BOURDIEU P., « Je suis ici pour dire notre soutien... », in *Libération*, jeudi 14 décembre 1995.

¹⁰ CAMDESSUS M., « Les leçons économiques de 1995 », in *Le Monde*, 18 janvier 1996.

perte de maîtrise de son destin par les collectivités citoyennes¹¹. Il en résulte un profond malaise social dont le cœur est le sentiment de dépossession, et de vulnérabilité des individus face à des logiques globales présentées comme inévitables. Il est intéressant de noter sur ce point une recommandation faite par les experts de l'OCDE qui stipulait que pour « mieux faire passer le message de l'OCDE » (l'adaptation aux normes de l'économie mondialisée), il fallait « affiner la stratégie de l'OCDE vis à vis de la presse de façon à prendre en compte le fait que cette dernière a tendance à se focaliser sur les "mauvaises nouvelles" associées à la mondialisation, alors qu'elle fait rarement état des "bonnes nouvelles" »¹².

Contradictions du discours dominant

Durant les années '90, la représentation libérale de la mondialisation s'est donc affirmée comme la grille de lecture hégémonique des restructurations en cours à l'échelle mondiale et de leurs enjeux. Or il est fondamental de montrer le décalage spectaculaire qui existe entre d'une part, la vision du monde diffusée par les élites favorables au projet néolibéral de mondialisation et d'autre part, la réalité des phénomènes sociaux régressifs à l'échelle mondiale :

- d'un côté nous avons le discours dominant basé sur les idées de convergence, de croissance et d'amélioration des conditions de vie de la population selon le schéma présenté précédemment¹³ ;
- de l'autre côté, nous avons le constat – au sein même du système des Nations Unies – de l'intensification de la pauvreté, des inégalités et de l'exclusion à l'échelle mondiale dont le Sommet mondial sur le développement social de Copenhague a largement fait écho¹⁴.

Mais les théoriciens et les gestionnaires de l'économie mondialisée font preuve d'un aveuglement extraordinaire vis-à-vis de la réalité et des enjeux de ces processus d'exclusion et de désintégration sociale liés à la libéralisation progressive des conditions de l'accumulation dans l'économie

¹¹ LATOUCHE S., 1997, « La mondialisation et la fin du politique : diagnostic et perspectives », in *Revue MAUSS*, n° 9, p. 144.

¹² OCDE, *op. cit.*, 1996.

¹³ BRUNO M., 1995, cité par M. WALTON dans le communiqué de presse n° B95/S98, *Rapport sur le développement dans le monde 1995*, Bureau Européen, Banque Mondiale, 1995, p. 3.

¹⁴ GHAI D. and C. HEWITT DE ALCANTARA, *Globalization and social integration: Patterns and processes*, Occasional paper n° 2, World Summit for Social Development, Genève, UNRISD, 1994.

mondialisée. Reconnaisant que les restructurations nécessaires à l'intégration dans l'économie mondialisée peuvent avoir un impact social négatif à court terme sur les plus pauvres, les élites dirigeantes prévoient bien la mise en place de politiques sociales ciblées sur ces groupes défavorisés. Mais si ces politiques ciblées apparaissent comme des politiques de contrôle social efficaces, elles ne sont pas une solution au problème de la perte du lien social et de la multiplication des « surnuméraires » qui n'ont plus de place productive dans la nouvelle configuration du système capitaliste¹⁵. La logique de telles politiques est d'empêcher que la dynamique de l'accumulation soit perturbée par le nombre toujours plus grand de ceux dans le monde qui ne sont pas positivement intégrés dans l'économie mondialisée.

La voie néo-libérale de mondialisation économique se traduit en réalité par un processus dual d'intégration/exclusion. Dès lors la viabilité du projet néo-libéral apparaît comme problématique car la perte du lien social qui est associée à ce processus est source d'instabilité sociale et politique qui mine les conditions de l'accumulation. On assiste progressivement à une prise de conscience collective des menaces liées à la montée de la précarité qui pèsent sur une frange de plus en plus grande de la population. L'utopie globalitaire que diffuse le discours dominant est de ce fait perçue de plus en plus sceptiquement par les populations angoissées par les risques d'exclusion. La réalité de la fragmentation sociale fragilise donc la base sociale du consensus autour de l'objectif d'intégration dans l'économie mondialisée qui est pourtant nécessaire à la mise en œuvre des politiques dominantes¹⁶. Les risques de perturbations des conditions de l'accumulation tout comme la fragilisation des bases du consentement aux politiques d'intégration sont à l'origine de la crise profonde de légitimation dans laquelle est entrée le discours dominant. Cette question de la perte de cohésion sociale constitue selon nous un élément fondamental de déconstruction du discours dominant car elle sape sa légitimité qui repose sur la dynamique même de croissance et de valorisation du capital dans l'économie mondialisée.

C'est pourquoi nous avons développé une approche dynamique et multidimensionnelle basée sur des concepts tels que ceux d'exclusion et de

¹⁵ COX R., « Critical Political Economy », in B. HETTNE (ed.), *International Political Economy - Understanding global disorder*, London, Zed Books, 1995, p. 41.

¹⁶ BIENEFELD M., 1995, « Capitalism and the Nation State in the dog days of the twentieth century », in R. MILLBAND and L. PANITCH (eds), *The Socialist Register – 1994*, Merlin Press, 1995, p. 103.

désintégration sociale ou de paupérisation qui remettent en question le modèle de croissance diffusé par les forces transnationales. L'accent est ainsi mis sur les parcours plus que sur les états afin de se démarquer de l'approche dominante en terme de pauvreté qui est trop souvent statique et se borne à dresser le constat des états de privation sans pouvoir saisir les processus qui génèrent ces situations. L'objet d'analyse ici n'est donc pas l'exclusion *per se* mais les processus actuels de précarisation qui mènent à une vulnérabilité de masse et à l'exclusion d'une part croissante de la population. Dans ce cadre, il est important de restituer l'exclusion dans une dynamique qui traverse l'ensemble de la société. L'exclusion n'est pas le produit de défaillances individuelles ou encore d'une inadaptation sociale mais le résultat d'un processus de refoulement hors de la sphère productive d'une partie de la population qui n'est plus fonctionnelle dans le cadre du nouveau régime d'accumulation¹⁷. La nouvelle question sociale fait référence au retour d'une vulnérabilité de masse qui s'étend bien au-delà des couches sociales traditionnellement vulnérables et affecte tout le corps social. La montée d'une angoisse collective au sujet de l'exclusion traduit le fait que la société dans son ensemble soit devenue plus fragile au fur et mesure que le lien social se désagrège.

Les politiques de libéralisation et de dérégulation entreprises ont constitué une vaste offensive de libération des intérêts privés des contraintes qui pesaient sur eux. Ceux-ci ont pu ainsi contourner les contraintes posées par les formes institutionnelles de régulation sociale à travers le déploiement de l'accumulation du capital dans l'économie mondialisée. La réorganisation des systèmes nationaux d'accumulation en fonction des nouveaux impératifs du discours néo-libéral sur la mondialisation a conduit à la destruction des compromis sociaux là où ils existaient. Plus généralement, l'offensive économique (déploiement de l'accumulation du capital dans l'économie mondialisée) et politique (attaque du rôle pro-actif de l'État) des porteurs du projet néo-libéral bloque l'émergence de nouvelles formes institutionnelles de compromis entre logique de l'accumulation et mécanismes de régulation sociale sur des bases nationales ; sapant ainsi les bases de la cohésion sociale de toute collectivité.

L'auto-exclusion progressive des forces de marché des systèmes nationaux de régulation sociale et en particulier, le développement des

¹⁷ PAUGAM S., 1996, « Introduction : La constitution d'un paradigme », in S. PAUGAM (ed.), *Exclusion : l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, 1996.

firmes transnationales, en détachant du territoire d'origine la production et la répartition de la valeur a provoqué un fossé grandissant entre les intérêts des firmes (profitabilité, flexibilité, compétitivité) et les intérêts du cadre national d'où elles sont originaires (la cohésion sociale). Progressivement comme le fait remarquer Aglietta « le capitalisme met en concurrence des sociétés entières et des gens qui y vivent, sans plus subir les contraintes qui canalisait précédemment l'accumulation du capital dans le sens du progrès social »¹⁸. La logique des pôles d'accumulation compétitifs conduit à la désintégration du lien social dans les sociétés à travers l'émergence de sociétés fragmentées avec premièrement un groupe restreint positivement intégré dans l'économie mondialisée (ceux que Reich a appelés les « symbolic analysts » : juristes internationaux, informaticiens, managers, financiers, etc.), un large groupe d'employés précarisés par les politiques de libéralisation et de dérégulation du marché du travail, et enfin les surnuméraires qui sont devenus inutiles dans la nouvelle configuration du système productif.

Mais l'exclusion est un processus qui affecte en même temps les « marges » et le « centre » du système social. L'originalité du marché est qu'il est une institution sociale qui inclut toujours ses propres marges. Les exclus sont dans ce cadre maintenu fonctionnellement ou non sur ses marges qui constituent encore son intérieur¹⁹. Le développement des surnuméraires, des « normaux inutiles » dans la nouvelle configuration productive de l'économie mondialisée génère des marginaux qui exercent des pressions sur le reste de la société, la déstabilisent et peuvent imposer à terme sa recomposition. De ce fait, comme le note Castel : « La question sociale se pose explicitement sur les marges de la vie sociale, mais elle « met en question » l'ensemble de la société. Il y a une sorte d'effet boomerang par lequel les problèmes posés par les populations qui échouent aux bordures d'une formation sociale font retour vers son centre »²⁰. L'existence de groupes durablement exclus du marché du travail ou condamnés à la précarité pèse lourdement sur les rapports de force qui se nouent au sein du marché du travail en renforçant la position du capital par rapport au travail. Cette évolution est responsable de la précarisation massive du travail et de l'intensification des rapports d'exploitation et de domination pour le groupe grandissant des travailleurs précarisés. Mais le démantèlement des

¹⁸ AGLIETTA, *Régulation et crises du capitalisme*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1997, p. 444.

¹⁹ BALIBAR E., « Inégalités, fractionnement social, exclusion », in J. DONZELOT (éd.), *Face à l'exclusion*, Esprit, 1991.

²⁰ CASTEL R., *op. cit.*, 1995, p. 21.

conditions socialisées de la reproduction de la force de travail – ou au Sud le blocage de progrès significatifs dans les conditions de vie et de travail – est source de microconflictualités revêtant des formes multiples allant de comportements « déviants » à des actes de résistance diffus qui dépassent rarement les portes de l'entreprises²¹. L'effet combiné de ces pratiques résultantes du jeu non coopératif du capital met en cause la « cohésion » du rapport social au sein de l'entreprise et fragilise les conditions de l'accumulation.

Si l'éclatement du cadre national, la fragmentation sociale et la violence symbolique du discours dominant constituent des défis importants à la constitution de mouvements sociaux de résistance, il serait cependant faux de penser que les populations subissent passivement l'offensive néolibérale visant la destruction des formes institutionnelles de contrôle social sur les conditions de l'accumulation²². La pensée de Polanyi est ici riche d'enseignements en attirant l'attention sur les sources d'oppositions au projet néo-libéral. En réponse à l'incapacité de l'État à garantir la cohésion sociale (puisqu'il est directement impliqué dans la consolidation des pôles d'accumulation compétitifs), on assiste à une dynamique de recomposition du lien social au niveau local dont le moteur est la recherche d'un certain niveau de sécurité humaine ; le dynamisme actuel des milieux associatifs, mutualistes et coopératifs est le résultat de cette recherche de nouvelles formes de solidarité. La responsabilisation des organisations de base au Sud dans la défense de leur milieu de vie et la définition du développement local est ainsi devenue une réalité importante des années '80 et '90. Plus généralement, au Nord, comme au Sud et à l'Est, on peut constater l'apparition d'espaces intermédiaires dans lesquels s'expérimente une diversité d'activités non capitalistes qui existent de manières relativement autonomes par rapport à l'économie mondialisée²³. Le développement des monnaies alternatives chez les exclus des bénéfices de l'économie mondialisée constitue un exemple intéressant de résistance à la logique de la mondialisation néo-libérale; l'un des exemples les plus connus est celui du « Local Exchange Trading Systems » en Grande-Bretagne permettant aux

²¹ KOUVELAKIS E. et M. VAKALOULIS, « Le retour d'une affaire classée », *L'Homme et la Société*, n° 117-118, 1995, p. 20.

²² CHIN C. and J. MITTLEMAN, « Conceptualising resistance to globalisation », *New Political Economy*, vol. 2, n° 1, 1997.

²³ KAYATEKIN S. and D. RUCCIO, « Global fragments : Subjectivity and class politics in discourses of globalization », *Economy and Society*, vol. 27, n° 1, 1998.

chômeurs d'avoir accès à des biens et services à travers un système d'échange alternatif²⁴.

Par ailleurs, des mouvements sociaux multiformes émergent en réaction à l'extension du projet néo-libéral comme le montre la révolte zapatiste des indiens du Chiapas au Mexique qui a été symboliquement lancée le premier janvier 1994, le jour de l'inauguration de l'accord de libre échange Nord américain. Ce développement de foyers de contestation localisés basés sur des projets de développement très contextualisés contredit le discours dominant sur « la fin de l'histoire » et la convergence vers un monde global qui constituerait la réalisation du projet néo-libéral. Cependant, toutes les formes de résistance ne sont pas progressives. La fragmentation sociale a un effet destructeur sur les institutions politiques démocratiques car elle crée un fossé entre les populations précarisées et les dirigeants politiques appliquant les politiques d'intégration. Il existe un risque de revalorisation par les franges précarisées de la représentation nationale à travers les partis nationalistes en réaction au discours technocratique sur la contrainte mondiale. Le danger est donc le développement de contre-mouvements soudés autour d'objectifs ethno-nationalistes, néo-fascistes, et plus généralement réactionnaires (religieux ou non).

C'est dans ce contexte que l'on assiste depuis peu à des signes d'inquiétude de la part de certaines franges du bloc historique soutenant le projet néo-libéral de mondialisation. Les forces transnationales sont bien conscientes de ce danger comme l'indique la sensibilisation d'une partie du grand patronat à Davos au sujet des risques de terrorisme et de violence liés à l'accroissement des inégalités. Ainsi Klaus Schwab le fondateur de la rencontre annuelle de Davos s'est inquiété publiquement de l'instabilité sociale générée par la mondialisation économique qui menaçait la stabilité politique et a rappelé que « les entreprises ont une responsabilité directe pour contribuer à la stabilité globale »²⁵. Les propos de Camdessus résume cette crainte de l'effet de retour des processus d'exclusion et de désintégration sociale liés à la mondialisation de l'économie : « La crise du Mexique a, en particulier, mis en pleine lumière à la fois de l'insuffisance de l'approche purement économique des problèmes d'une société en mutation profonde et la nouvelle donne du développement dans un univers

²⁴ TIBBETT R., « Alternative currencies : A challenge to globalization ? », *New Political Economy*, vol. 2, n° 1, 1997.

²⁵ SCHWAB K., cité dans un article du *Monde* : IZRAELEWICZ E. et S. MARTI, « Les grains de sable de la mondialisation », 6 février 1996.

globalisé... Il y a là, au Mexique, comme ailleurs, une précondition non économique au succès des efforts pour rétablir les conditions d'une croissance harmonieuse »²⁶.

Problématique de l'exclusion sociale et pensée sur le développement

La mise en évidence des phénomènes de fragmentation et de désintégration sociale a donné une nouvelle légitimité à la pensée sur le développement. Face à l'incapacité du discours dominant à prendre en compte de manière cohérente ces phénomènes et la minimisation systématique de leurs implications à terme, la pensée sur le développement offre un cadre d'analyse très riche des dynamiques de changement social de longue durée et de leurs enjeux à partir d'une approche multidimensionnelle et interdisciplinaire.

Il est en effet fondamental de percevoir que les problèmes de compétitivité, de développement et de transition impliquent chaque fois une forme de créativité sociale qui ne peut être réveillée dans un contexte de perte du lien social. Ainsi, la reconstruction de la problématique de l'exclusion en terme de développement constitue une contribution importante au processus de formulation d'une nouvelle économie politique du développement capable de remettre en question la légitimité même du discours néo-libéral sur la mondialisation. La notion de lien social s'inscrit dans cette perspective temporelle plus réaliste par rapport à la temporalité courte imposée par le discours dominant qui ne prend pas en compte les dynamiques historiques lentes du changement social²⁷. D'autre part, la centralité du lien social dans le développement réaffirme le besoin d'une perspective intégratrice prenant explicitement en compte les conséquences sociales des transformations du modèle de développement et leurs enjeux politiques.

Ces considérations nous permettent en conclusion de faire le lien avec le concept de capital social dans sa version forte (c'est-à-dire l'approche institutionnaliste)²⁸ qui a justement aussi mis l'accent sur le lien social

²⁶ Camdessus M., *op. cit.*, 1996.

²⁷ COMÉLIAU C., « À la recherche de l'économie du développement: faiblesses structurelles de la théorie dominante », *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 3, 1996, p. 21.

²⁸ Si dans l'approche libérale développée par la Banque mondiale, FUKUYAMA [1995] ou COLEMAN [1990], l'intervention de l'État est inapproprié pour accroître le capital social et au contraire conduit à sa destruction, une part importante de la littérature sur le capital social insiste sur l'idée de synergies [PUTMAN,1993 ; EVANS, 1996].

comme lieu de développement. La littérature sur le capital social a constitué une contribution majeure à la pensée sur le développement ces dernières années. Le constat d'échec des politiques de développement dans les années 80 et l'intensification des dynamiques d'exclusion sociale liées au processus de mondialisation, ont fait apparaître l'importance pour le processus de développement de l'ensemble des structures sociales socio-historiquement déterminées qui assurent le lien social entre les individus et entre les individus et la société dans son ensemble à laquelle ils appartiennent. Ces travaux sur le capital social ont montré que celui-ci est beaucoup plus facile à détruire qu'à créer car il est dépendant du degré de confiance et de coopération, des systèmes de transmission de l'information et de l'environnement social qui déterminent les obligations et les attentes de chacun au sein d'une société donnée. Or cet ensemble de règles, de conventions et autres mécanismes organisationnels n'émerge pas spontanément. Il est le résultat de processus longs, complexes et en perpétuelles évolutions. D'où l'idée de « patrimoine organisationnel » avancée par Mignont et Lefèvre pour définir ces liens sociaux²⁹. Par conséquent, si le capital social est détruit, les bénéfices qui y étaient liés sont eux aussi perdus jusqu'à ce que ce capital s'accumule à nouveau peu à peu.

L'intérêt récent des organisations internationales de développement pour les investissements dans la formation de capital social et la promotion de la coopération décentralisée relève de cette prise de conscience de l'importance du capital social pour le développement. Or c'est justement ce patrimoine que les processus de précarisation, de polarisation et d'exclusion

L'hypothèse de synergies suppose que l'État contribue à un environnement favorable à l'engagement de la société civile dans le processus de développement à travers l'instauration d'un climat de confiance et la stimulation de réseaux réunissant les différents acteurs concernés dont la mobilisation assurera en retour l'efficacité et la viabilité des politiques de développement : COLEMAN J., *Foundations of social theory*, Harvard University Press, 1990 ; FUKUYAMA F., *Trust - The social virtues and the creation of prosperity*, London, 1995 ; HAMISH Hamilton, PUTMAN R., « The prosperous community », *American Prospect*, n° 13, 1993 ; EVANS P., « Government action, social capital and development: Reviewing the evidence on synergy », *World Development*, vol. 24, n° 6, 1996.

²⁹ MIGNONT Y. et LEFEBRE M., *Les patrimoines du futur : les sociétés aux prises avec la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 1995.

sociale sont en train de détruire en faisant émerger des sociétés fragmentées qui traduisent la perte du lien social et le retour des antagonismes³⁰.

³⁰ Toutefois, la réalité des phénomènes de désintégration sociale ne doit pas cacher que dans le même temps, on assiste à des processus de recomposition du lien social au niveau local à partir de l'initiative des différents acteurs populaires. À travers la poursuite de stratégies plus ou moins réussies d'instauration de nouveaux liens sociaux, ces acteurs populaires cherchent à préserver leurs conditions de vie face aux effets destructeurs de la mise en œuvre du discours néo-libéral dominant (nous reviendrons sur ce point dans nos conclusions). Les études du développement sont particulièrement bien outillées pour analyser ces processus de recomposition du lien social dans le cadre d'expériences de développement local.